

Augmentation capital



NEURONES S.A.

Société Anonyme au capital de 9.299.321,60 euros
Siège social : Immeuble « Le Clemenceau 1 »
205, avenue Georges Clemenceau
92024 NANTERRE

R.C.S. NANTERRE B 331 408 336

**PROCES VERBAL de la délibération
du Conseil d'Administration du 21 décembre 2007**

Emilie
L'agent
MAREL

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE NANTERRE
Le 25/01/2008 Bordereau n°2008/158 Case n°30
Enregistrement : 500 €
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent
Penalités :

Ext 1657

L'an deux mille sept, le 21 décembre à 10 heures, les membres du Conseil d'Admini NEURONES S.A. se sont réunis au siège social, sur la convocation de leur Président l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Constatation et approbation de l'augmentation de capital résultant de l'exercice à cours de l'exercice 2007,
- Octroi d'actions gratuites,
- Bilan des croissances externes réalisées au cours de l'année 2007,
- Questions diverses.

Sont présents :

- Monsieur Luc de CHAMMARD, Président du Conseil d'administration,
- Monsieur Bertrand DUCURTIL, administrateur,
- Monsieur Hervé PICHARD, administrateur.

Monsieur PACQUEMENT est excusé.

Le Conseil réunissant la présence effective de la moitié de ses membres peut valablement délibérer. Monsieur de CHAMMARD prend la présidence de la séance, en tant que Président du Conseil d'Administration.

1 CONSTATATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL LIEE A L'EXERCICE DE STOCKS OPTIONS AU COURS DE L'ANNEE 2007

Conformément aux pouvoirs conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 novembre 1999 au conseil d'administration, ce dernier constate et approuve l'augmentation de capital résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions (Stocks Options) au cours de l'année 2007, détaillée comme suit :

- 30 bénéficiaires d'options de souscription d'actions attribuées par le Conseil d'Administration du 11 juillet 2001, ont levé leur option au cours de l'année 2007 et ont exercé 43.523 options de souscription d'actions, créant ainsi 43.523 actions nouvelles au prix de 3,80 euros, dont 0,40 euros de valeur nominale et 3,40 euros de prime d'émission.
- 26 bénéficiaires d'options de souscription d'actions attribuées par le Conseil d'Administration du 23 janvier 2003, ont levé leur option au cours de l'année 2007 et ont exercé 91.000 options de souscription d'actions, créant ainsi 91.000 actions nouvelles au prix de 3,20 euros, dont 0,40 euros de valeur nominale et 2,80 euros de prime d'émission.

Au total, le Conseil constate et approuve la création de 134.523 actions nouvelles, donnant lieu à une augmentation du capital social de 53.809,20 euros, et une augmentation de la prime d'émission de 402.778,20 euros.

Le capital social passe ainsi de 9.299.321,60 euros à 9.353.130,80 euros et est désormais constitué de 23.382.827 actions.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Après en avoir délibéré, le Conseil approuve cette proposition.

2 OCTROI D' ACTIONS GRATUITES

Monsieur de CHAMMARD rappelle au Conseil que l'Assemblée Générale Mixte du 14 juin 2007 a autorisé le Conseil d'Administration à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre de la société. A ce jour, le Conseil n'a pas encore fait usage de cette autorisation.

Monsieur de CHAMMARD propose que le Conseil procède à l'attribution d'actions gratuites à émettre de la société (Plan n°B).

Après en avoir délibéré, le Conseil décide de procéder à l'octroi des 230.000 actions gratuites à émettre, correspondant ainsi à l'autorisation donnée par l'Assemblée.

La liste des personnes bénéficiaires et le nombre d'actions gratuites attribuées à chacun d'eux sont annexés au présent procès-verbal.

Ces actions gratuites sont attribuées sous les conditions suspensives suivantes :

1) Durée de la période d'acquisition

L'attribution des actions gratuites aux bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée de trois années qui commence à courir à compter de la présente décision d'attribution soit jusqu'au 1^{er} janvier 2011. Toutefois, l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale.

2) Nécessité d'être salarié de NEURONES ou d'une société contrôlée par NEURONES

L'attribution définitive des actions gratuites à chacun des bénéficiaires est subordonnée au respect par celui-ci d'avoir été constamment salarié ou mandataire social de la société NEURONES ou d'une société contrôlée par NEURONES pendant toute la durée de la période d'acquisition soit depuis ce jour jusqu'au 1^{er} janvier 2011, étant cependant précisé que bien entendu le bénéficiaire sera considéré comme remplissant cette condition d'emploi continu lorsque son contrat de travail est suspendu pour des raisons légales tel que par exemple un congé parental d'éducation.

3) Livraison des titres

Sous réserve du respect par les bénéficiaires des conditions d'acquisition susvisées, la société transférera, au terme de la période d'acquisition, le nombre d'actions ordinaires attribué par le Conseil à chacun des bénéficiaires, qui seront à cette date, inscrites à leur nom dans les registres de la société.

Les bénéficiaires deviendront actionnaires de la société à compter de la date de transfert de ces actions, au terme de la période d'acquisition.

4) Durée de la période de conservation

A compter de l'attribution définitive des actions à l'issue de la période d'acquisition, les bénéficiaires devront conserver ces actions, sans pouvoir les céder, pendant une période de conservation d'une durée de deux années. Toutefois, les actions sont librement cessibles en cas d'invalidité correspondant à leur

classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale.

Pendant cette période de conservation, les actions attribuées devront obligatoirement être inscrites sous la forme nominative et mention de cette indisponibilité sera inscrite sur les comptes d'actionnaires.

5) Droit des bénéficiaires durant la période de conservation et au terme de celle-ci

Pendant la période de conservation, et nonobstant l'obligation de conservation des actions, les bénéficiaires pourront exercer les droits attachés à celles-ci, et en particulier le droit d'information et de communication, le droit préférentiel de souscription, le droit de vote et le droit aux dividendes.

Au terme de la période de conservation, les bénéficiaires pourront librement céder les actions attribuées, sous réserve de respecter les obligations légales alors en vigueur, étant rappelé qu'à ce jour, l'article L 225-197-1 du code de commerce dispose :

« Dans une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, à l'issue de la période d'obligation de conservation, les actions ne peuvent pas être cédées :

1° Dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels, sont rendus publics ;

2° Dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de Bourse à celle où cette information est rendue publique ».

6) Acquisition des actions

Les actions définitivement attribuées en vertu de la présente décision seront :

- soit acquises par la société conformément à l'article L 225-208 du code de commerce au plus tard la veille de la date à laquelle les actions gratuites seront définitivement attribuées aux bénéficiaires,

- soit émises par la société au plus tard la veille de la date à laquelle les actions gratuites seront définitivement attribuées aux bénéficiaires par augmentation de capital par incorporation de réserves prélevée sur le poste « prime d'émission », étant précisé que le Conseil d'Administration décide d'ores et déjà qu'à concurrence d'un montant maximum de 92.000 euros, le poste « prime d'émission » devient indisponible afin de permettre l'émission au maximum de 230.000 actions, étant précisé que la partie non utilisée au 1^{er} janvier 2011, au vu du nombre définitif d'attributaires et compte tenu du nombre d'actions déjà existantes détenues par la société, redeviendrait alors disponible.

7) Ajustements en cas d'opération sur le capital

Le Conseil d'Administration sera seul compétent, afin de déterminer, le cas échéant, les conditions dans lesquelles le nombre des actions ordinaires attribuées gratuitement sera ajusté en cas d'opérations sur le capital de la société, afin de préserver les droits de bénéficiaires desdites attributions gratuites, étant toutefois déjà précisé :

- a) que le Conseil d'Administration n'aura aucune obligation de procéder à de tels ajustements et sera totalement libre de sa décision ;
- b) en cas d'échange d'actions, notamment en cas d'absorption par voie de fusion, il sera fait application de la parité alors retenue.

En cas d'échange sans soulte d'actions résultant d'une opération de fusion ou de scission réalisée conformément à la réglementation en vigueur pendant les périodes d'acquisition ou de conservation, les dispositions prévues, pour les périodes précitées, pour leur durée restant à courir à la date de l'échange, restent applicables aux droits à attribution et aux actions reçus en échange. Il en est de même de

l'échange résultant d'une opération d'offre publique, de division ou de regroupement réalisée conformément à la réglementation en vigueur qui intervient pendant la période de conservation.

En cas d'apport à une société ou à un fonds commun de placement dont l'actif est exclusivement composé de titres de capital ou donnant accès au capital émis par la société ou par une société qui lui est liée au sens de l'article L 225-197-2, l'obligation de conservation reste applicable pour la durée restant à courir à la date de l'apport, aux actions ou parts reçues en contrepartie de l'apport.

8) Actions attribuées aux dirigeants

Toutefois pour les actions attribuées au Président du Conseil d'administration, au Directeur général, aux Directeurs généraux délégués, 10% des actions attribuées ne pourront être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions.

9) Condition

Les actions gratuites sont attribuées aux personnes susvisées sous la condition expresse que ces dernières retournent, dûment signé avec leur accord, un exemplaire de la convention régissant les présentes actions gratuites, convention reprenant les dispositions ci-dessus et rappelant le régime fiscal et social applicable à cette convention et ce avant le 31 janvier 2008.

A défaut pour un bénéficiaire de retourner la convention signée avant cette date du 31 janvier 2008, les actions gratuites ne lui auront jamais été attribuées.

Le Conseil donne tous pouvoirs au Président directeur général afin d'exécuter les présentes décisions, informer les bénéficiaires par courrier individuel des conditions d'attribution des actions gratuites, constater la réalisation des conditions d'attribution, accomplir les formalités nécessaires et généralement faire le nécessaire.

3 OPERATIONS DE CROISSANCE EXTERNE AU COURS DE L'ANNEE 2007

Enfin, Monsieur de CHAMMARD rappelle qu'au cours de l'année, NEURONES a procédé à l'acquisition de deux sociétés :

- En avril 2007, 85% de la société ID Factory (CA 2007 de l'ordre de 3 millions d'euros, 35 personnes) pour un montant de 2.200 milliers d'euros,
- En novembre 2007, 50,1% de la société PRAGMATEAM (CA 2007 de l'ordre de 800 milliers d'euros, 6 collaborateurs, y compris 3 associés) pour un montant de 363 milliers d'euros.

Ces acquisitions n'avaient pas fait l'objet d'approbations préalables par le Conseil, du fait de leur taille modeste.

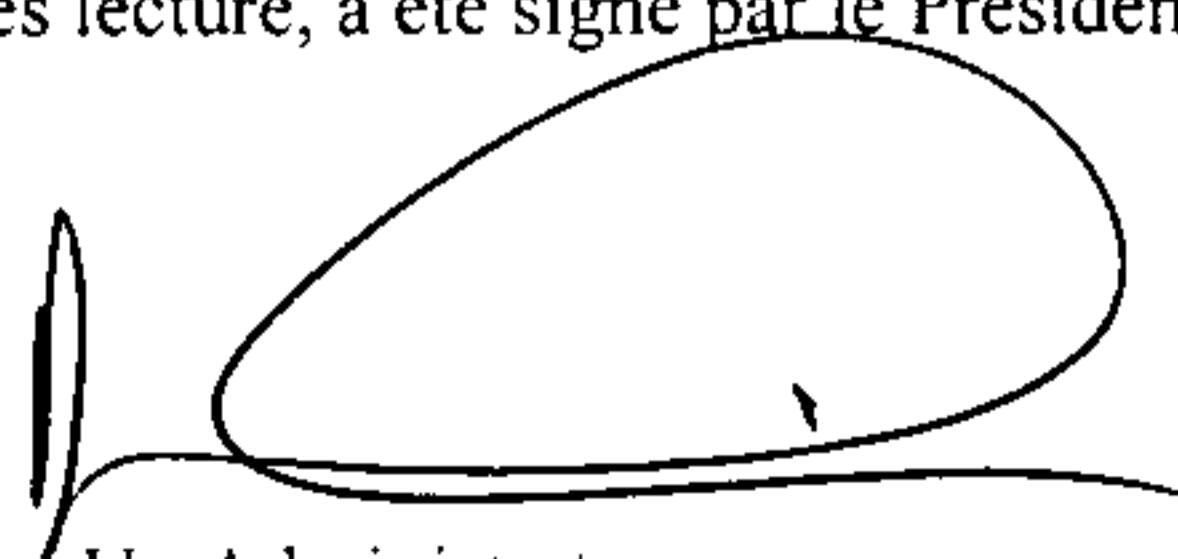
Le Conseil approuve ces opérations.

Pus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un Administrateur.



Le Président



Un Administrateur

NEURONES

Société Anonyme au capital de 9.353.130,80 Euros
Siège social : Immeuble « le Clemenceau » - 205 avenue Georges Clemenceau
92024 NANTERRE CEDEX

331 408 336 R.C.S. NANTERRE

*Les présents statuts ont été mis à jour suite au conseil d'administration
En date du 21 décembre 2007.*

STATUTS

ARTICLE 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après et de celles qui pourront être créées par la suite, une société anonyme française régie par la loi du 24 juillet 1966 ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - Dénomination

La dénomination sociale de la Société est :

NEURONES



ARTICLE 3 : Objet

La Société a pour objet en France, dans les départements d'Outre Mer et à l'étranger :

Toutes les opérations pouvant concerner directement ou indirectement : le conseil, la conception, la fabrication, le développement, la mise en œuvre, l'installation, le support, l'exploitation, la distribution de tout système informatique et électronique, tant au plan des services que des logiciels, applications et matériels, et de façon générale toute opération liée au traitement de l'information, de communication et de formation.

En vue de réaliser son objet, la société pourra :

- traiter, sous-traiter, représenter et commissionner,
 - importer et exporter,
 - posséder, acquérir, louer, aménager, équiper, transformer tous immeubles, chantiers, dépôts, magasins
 - prendre tous intérêts et participations par tous modes de concours ou d'intervention dans toutes entreprises similaires ou susceptibles de favoriser le développement de ses affaires,
- et, en général, réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à : NANTERRE (92), Immeuble « le Clemenceau » 205, avenue Georges Clemenceau.

Il pourra être transféré à tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, ou partout ailleurs par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 5 - Durée de la Société

La durée de la Société est fixée à 99 années à dater de son immatriculation au registre de Commerce et des Sociétés. Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, elle peut être prorogée une ou plusieurs fois, sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans, ou être dissoute par anticipation.

ARTICLE 6 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 9.353.130,80 Euros. Il est divisé en 23.382.827 actions de 0,40 Euro chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

ARTICLE 7 - Forme des actions

1) Les actions sont au choix de l'actionnaire nominatives ou au porteur, mais dans le dernier cas, sous réserve que la société remplisse les conditions prévues par la législation en vigueur.

2) Lorsque la Société remplit les conditions prévues par la législation en vigueur pour que les actions soient au choix de l'actionnaire nominatives ou au porteur, la Société est alors autorisée à demander, auprès de la Société Interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières (SICOVAM), l'identité des Actionnaires qui sont titulaires de titres au porteur.

ARTICLE 8 - Droits attachés à chaque action

1) Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

2) Chaque action donne droit à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes, de l'actif social, des bénéfices et du boni de liquidation.

3) Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

4) Toutes les actions qui composent ou composeront le capital social seront assimilées en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts ou taxes, qui pour quelque cause que ce soit, pourraient devenir exigibles en cas de remboursement du capital, soit au cours de l'existence de la société, soit lors de sa liquidation, seront répartis uniformément entre toutes les actions composant le capital, de manière que la somme attribuée à chacune de ces actions soit pour toutes la même, compte tenu toutefois du montant nominal de chacune d'elles.

ARTICLE 9 - Cessions d'actions

1/ Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration.

2/ La demande d'agrément est notifiée à la Société par le cédant dans les conditions législatives et réglementaires. De même, le Conseil d'Administration statue sur cette demande d'agrément dans les conditions législatives et réglementaires.



3/ Toutefois au cas où les actions de la société seraient admises à la cote d'un marché réglementé, la présente clause d'agrément deviendrait automatiquement caduque et la cession des actions s'effectuerait alors librement.

ARTICLE 10 - Libération des actions

1) Le montant des actions émises à titre d'augmentation de capital et à libérer en espèces est exigible dans les conditions arrêtées par le Conseil d'Administration.

2) Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs et actionnaires quinze jours avant la date fixée pour chaque versement par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire ou par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du siège social.

3) Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraînera, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux de 5 % l'an par chaque jour de retard, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 - Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration qui détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Conseil d'Administration, nommé conformément à la loi, est composé de trois à dix-huit membres, ce dernier chiffre pouvant être augmenté dans les conditions prévues par la loi.

Pendant la durée de son mandat, chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins.

Les administrateurs sont nommés pour une année et sont rééligibles.

Les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.



ARTICLE 12 - Délibération du Conseil d'Administration

Les Administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement. Les réunions du Conseil peuvent être tenues en tout lieu choisi par l'auteur de la convocation.

Un Administrateur peut se faire représenter par un autre Administrateur à une séance du Conseil d'Administration. Toutefois, un Administrateur ne peut disposer pour une même séance que d'une seule procuration ainsi donnée. Sauf lorsque le Code du Commerce exige la présence effective ou par représentation des Administrateurs, ceux-ci peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence, dans des conditions conformes à la réglementation.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la Loi.

ARTICLE 13 - Rémunération des Administrateurs

Le Conseil d'Administration répartit librement entre ses membres le montant des jetons de présence qui peuvent lui être alloués par l'Assemblée Générale.

Il peut être alloué aux Administrateurs, par le Conseil d'Administration, des rémunérations exceptionnelles dans les cas et conditions prévues par la loi.

ARTICLE 14 - Président et Directeurs Généraux

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président.

Le Président représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

La Direction Générale de la société est assumée sous sa responsabilité soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit librement à la majorité de ses membres entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale et peut à tout moment à la majorité de ses membres, modifier son choix.

Le Conseil d'Administration peut nommer dans les conditions légales une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister, soit le Président s'il assume les fonctions de Directeur Général, soit le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué. Le nombre de Directeurs Généraux Délégués ne peut pas dépasser cinq.

Les pouvoirs du Président du Conseil d'Administration s'il assure la Direction Générale, et ceux du Directeur Général, sont ceux prévus par la loi.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ses pouvoirs peuvent être limités par décision du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration détermine dans les conditions légales, l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent à l'égard des tiers les mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

ARTICLE 15 - Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

ARTICLE 16 – Information à donner sur les participations

1) Si les actions de la Société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, tout actionnaire doit satisfaire aux obligations d'informations prescrites par les articles 356-1 et 356-2 de la loi du 24 juillet 1966, au cas où agissant seul ou de concert, il vient soit à posséder, soit à ne plus posséder un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote de la société. A défaut d'avoir été régulièrement déclarées, les actions excédant la fraction soumise à déclaration sont privées du droit de vote, pour toute assemblée qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

2) Si les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, tout actionnaire est de plus tenu à une obligation supplémentaire d'informations portant aux fractions sur la détention de fractions du capital social au moins égal à 2 % du capital ou des droits de vote. Cette obligation d'informations supplémentaires porte sur la détention de chacune de ces fractions de 2 % du capital ou des droits de vote.



A défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans lesdites conditions, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, sur demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaire(s) détenant une fraction du capital ou des droits de vote au moins égale à la plus petite fraction du capital dont la détention doit être déclarée. Ce pourcentage ne peut toutefois être supérieur à 5 %.

ARTICLE 17 - Assemblées d'Actionnaires

1) Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

2) Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

3) Tout propriétaire d'actions, depuis cinq jours au moins avant l'assemblée, peut assister ou se faire représenter à l'assemblée sur simple justification de son identité et d'une inscription en compte de ses actions au moins 5 jours avant la réunion de l'Assemblée Générale, sous la forme soit d'une inscription nominative soit du dépôt dans le même délai aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation, du certificat d'un intermédiaire agréé constatant l'indisponibilité des actions inscrites jusqu'à la date de l'assemblée .

4) Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

5) Les procès-verbaux d'Assemblée sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.

6) Les actionnaires peuvent également voter par correspondance dans les conditions légales. Pour pouvoir être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance doivent avoir été reçus par la société trois jours au moins avant la date de la réunion.

7) Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées, pour lesquelles il sera justifié d'une inscription depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré, dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double ; néanmoins le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de quatre ans, s'il est en cours. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci le prévoient.

ARTICLE 18 - Comptes sociaux

- 1) Chaque exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.
- 2) Le bénéfice ou la perte de l'exercice est constitué par la différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et provisions, telle qu'elle résulte du compte de résultat.
- 3) Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait d'abord un prélèvement de cinq pour cent au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.
- 4) S'il existe un solde disponible, l'Assemblée Générale décide, soit de le distribuer, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi.
- 5) Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.
- 6) L'Assemblée générale a la faculté d'accorder aux actionnaires, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende, mis en distribution, une option entre le paiement du dividende ou de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

ARTICLE 19 - Dissolution

- 1) A la dissolution de la Société décidée par Assemblée Extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires aux conditions de quorum et de majorité prévue pour les Assemblées Générales Ordinaires. Ces nominations mettent fin aux mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes.
- 2) Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créances et répartir le solde disponible.
- 3) Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 20 - Contestations

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et les Actionnaires, soit entre les Actionnaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

